

Revue de presse



jeudi 20 janvier 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du Gouvernement: Culture, Santé, Pêche et Productions Halieutiques examinées

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a présidé par visioconférence, une réunion du Gouvernement consacrée aux secteurs de la Culture et des Arts, de la Santé, de la Pêche et des Productions Halieutiques, a indiqué mercredi un communiqué des services du Premier ministre dont voici le texte intégral :



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Covid-19 : suspension des cours dans les établissements scolaires pour 10 jours à compter de demain jeudi

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a présidé mercredi une réunion extraordinaire consacrée à l'évaluation de la situation pandémique dans le pays suite à la propagation du Covid-19, durant laquelle il été décidé à titre préventif la suspension des cours pour dix (10) jours dans les trois cycles d'enseignement à compter de demain jeudi, indique un communiqué de la présidence de la République.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Paiement par internet: plus de 7,8 millions d'opérations effectuées en 2021

Plus de 7,8 millions opérations de paiement via internet ont été enregistrées durant l'année 2021 par les détenteurs des cartes interbancaires (CIB) et les cartes Edahabia d'Algérie Poste, a indiqué, mercredi à Alger, le directeur général du Groupement d'intérêt économique de la monétique, Madjid Messaoudene.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le pétrole algérien a gagné plus de 28 dollars en 2021

Les cours du brut algérien, le Sahara Blend, ont gagné plus de 28 dollars en 2021, s'établissant à 70,89 dollars le baril, soutenus notamment par le rebond de la demande de brut suite à la reprise de l'économie mondiale.



Madjid Messaoudene, directeur général de GIE monétique : «L'évolution des transactions dénote de la confiance des usagers»

Plus de 7,8 millions opérations de paiement via internet ont été enregistrées durant l'année 2021 par les détenteurs des cartes interbancaires (CIB) et les cartes Edahabia d'Algérie Poste, a indiqué le directeur général du Groupement d'intérêt économique de la monétique, Madjid Messaoudene. Intervenant lors de la 6ème édition du Forum "Rakmana", organisée par le Groupement algérien des acteurs du numérique (GAAN), M. Messaoudene a affirmé que les opérations de paiement électronique à travers la toile ont connu un développement "appréciable" en Algérie durant l'année 2021 atteignant les 7,8 millions d'opérations, contre 4,5 millions en 2020, soit une évolution de 70,25 %.



E-commerce et du e-paiement : «Un atout primordial pour le développement de l'économie»

Le Groupement Algérien des Acteurs du Numérique (GAAN) a organisé, hier à Alger, son 6e forum autour du thème du e-commerce et du e-paiement, un sujet d'actualité qui a réuni un bon nombre d'acteurs du numérique qui aspirent au développement de ce secteur, considéré comme une pièce maîtresse dans l'évolution de l'économie nationale.

E-COMMERCE ET E-PAIEMENT

Le GAAN met en évidence les obstacles à lever

Avec les taxes, il est difficile d'absorber le circuit informel, alors que le commerce électronique est un des leviers pour y parvenir, estiment les opérateurs sur le terrain.

La 6e édition du forum Rakmana, organisé hier à Alger par le Groupement des acteurs algériens du numérique (GAAN), a mis en exergue et présenté les dernières avancées du «e-commerce et du epaiement en Algérie» en présence de Nawel Benkritly, DG de la Satim, Baya Hanoufi, PDG d'Algérie, Madjid Messaoudène, DG du GIE Monétique et du président du conseil d'administration de la BEA.

BRAHIM TAÏRI. Président de l'Union nationale des Ordres des avocats (UNOA)

«Nous pourrions aller vers l'établissement d'une requête en inconstitutionnalité de la loi de finances»

Dans cet entretien accordé à El Watan, Brahim Taïri, président de l'Union nationale des Ordres des avocats (UNOA), revient sur la problématique née suite aux nouvelles dispositions fiscales introduites dans la loi des finances 2022, rejetées par la corporation des robes noires et qui a mené vers le boycott des activités judiciaires depuis le 13 janvier courant.

GRÈVE NATIONALE DES FONCTIONNAIRES DES IMPÔTS

«Nous ne faisons que revendiquer nos droits»

Après plusieurs mouvements de protestation organisés ces dernières semaines, le Syndicat autonome des fonctionnaires des impôts (SAFI) a décidé de passer à la vitesse supérieure en décrétant une grève de trois jours renouvelable, soit les 18, 19 et 20 de chaque mois.

«Le débrayage, qui a débuté le 18 de ce mois, a été largement suivi par tous nos adhérents dans les recettes des impôts de plusieurs wilayas du pays, et nous comptons poursuivre sur cette dynamique jusqu'à faire entendre notre voix au niveau de notre direction générale pour la satisfaction de nos revendications», ont affirmé à El Watan des syndicalistes rencontrés devant l'Hôtel des finances de la ville de Constantine.



COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Les opérateurs demandent la révision de la loi

Le président du Groupement algérien des acteurs du numérique (Gaan), Tajeddine Bachir, a insisté sur l'urgence de réviser cette loi pour l'adapter aux évolutions intervenues sur le terrain. Il a indiqué que les membres du groupement préparent, dans ce cadre, des propositions qu'ils comptent soumettre au gouvernement.

Le Groupement algérien des acteurs du numérique (Gaan) plaide pour la révision de la loi n°18-05 du 10 mai 2018 qui fixe les règles générales relatives au commerce électronique des biens et des services. Intervenant à l'ouverture de la 6e édition du Forum Rakmana, organisé, hier, à l'hôtel Sofitel (Alger), le président du Gaan, Tajeddine Bachir, a insisté sur l'urgence de réviser cette loi pour l'adapter aux évolutions intervenues sur le terrain.



DOPÉ PAR LA DEMANDE

LE PRIX DU PÉTROLE EN HAUSSE CONTINUE

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a revu à la hausse ses prévisions de la demande de pétrole, estimant, dans son rapport mensuel, que la demande totale devrait atteindre 99,7 millions de barils par jour en 2022. Son estimation a été revue en hausse de 200 000 barils/jour pour 2021 et 2022, soit désormais une augmentation prévue respectivement de 5,5 millions de barils/jour, puis 3,3 millions de barils/jour.

“Le nombre de cas de Covid explose au niveau mondial, mais les mesures prises par les gouvernements pour contenir le virus sont moins sévères que lors des vagues précédentes et leurs effets sur l'activité économique et la demande pétrolière restent relativement contenus”, souligne l'AIE dans son rapport mensuel. L'offre doit fortement augmenter cette année, mais l'AIE relève des problèmes et des limitations de production chez certains membres de l'alliance des producteurs Opep+, qui remet très progressivement des barils sur le marché.



IL AURA LIEU LE 25 JANVIER À ANNABA

Séminaire de la CGF sur la loi de finances 2022

La Confédération générale des finances (CGF) organise, le 25 janvier à Annaba, un séminaire sur la loi de finances 2022 et son impact sur l'économie nationale.

Cette rencontre, organisée avec le soutien de l'institut El-Qalam et l'African Holding Investment, abordera notamment les grands équilibres de la loi de finances 2022. Il sera également question des répercussions de cette loi sur l'entreprise et sur le citoyen.



MÊME S'IL DEMEURE AU-DESSUS DE LA MOYENNE MONDIALE

Le coût fiscal sur les entreprises en nette baisse

Le coût fiscal pour une entreprise qui dégage une profitabilité avant IBS de 15%, passe de 41,32% à 34,07% pour le secteur industriel.

La pression fiscale sur les entreprises devrait baisser cette année, en raison de certaines mesures prises par l'État, lesquelles figurant dans la loi de finances de l'actuel exercice. Selon une analyse de Finabi Conseil, publiée hier, le cabinet de consulting et d'analyse financière a conclu que le coût fiscal connaît une baisse cette année par rapport au précédent exercice, mais demeure au-dessus de la norme mondiale.



Plus de 14 milliards de fraude fiscale en 2021

Le bilan de la direction du commerce de la wilaya de M'sila pour l'année 2021 fait ressortir plusieurs infractions relatives à la pratique commerciale. Elles ont causé une fraude fiscale estimée à plus de 14,2 milliards de centimes. Cette somme ressort du manque de facturation sur la marchandise exposée à la vente à travers la wilaya.

“La lutte contre la fraude fiscale est un enjeu majeur de souveraineté et de redressement des comptes publics, et une condition essentielle pour faire respecter le principe d'égalité devant l'impôt”, dira le directeur de la direction du commerce de la wilaya de M'sila, Abdenasser Aït Moussa.



RÉUNION DE GOUVERNEMENT

Nouvelles mesures pour la culture, la santé mentale et la pêche

LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES FINANCES, AÏMENE BENABDERRAHMANE, a présidé, hier par visioconférence, une réunion de gouvernement consacrée aux secteurs de la culture et des arts, de la santé, de la pêche et des productions halieutiques, a indiqué, hier, un communiqué des services du Premier ministre.



PÉTROLE Le brut algérien a gagné plus de 28 dollars

Les cours du brut algérien, le Sahara Blend, ont gagné plus de 28 dollars en 2021, s'établissant à 70,89 dollars le baril, soutenus notamment par le rebond de la demande de brut suite à la reprise de l'économie mondiale. Selon le dernier rapport mensuel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), la moyenne annuelle des prix du brut algérien est passée de 42,12 dollars/baril en 2020 à 70,89 dollars en 2021, soit une hausse de 28,77 dollars/baril (+68,30%) .



PAIEMENT PAR INTERNET

Plus de 7,8 millions d'opérations effectuées en 2021

Plus de 7,8 millions opérations de paiement via internet ont été enregistrées durant l'année 2021 par les détenteurs des cartes interbancaires, a indiqué, hier à Alger, le directeur général du Groupement d'intérêt économique de la monétique, Madjid Messaoudene.

Le montant global des transactions effectuées par internet a atteint l'année dernière 11,200 milliards de dinars, contre 5,4 milliards de dinars enregistrés en 2020. Les opérations de paiement à travers les terminaux de paiement électronique, ont avoisiné, les 2 millions.



Monétique: «2022, l'année de la vulgarisation du paiement en ligne»

Selon le directeur général du Groupement d'intérêt économique monétique (GIE Monétique), Madjid Messaouden, le nombre de terminaux de paiement électronique (TPE) a évolué, par rapport à l'année précédente. Ils sont aujourd'hui au nombre de 40.000.



Finance islamique

L'Algérie passe un nouveau cap

La Banque d'Algérie a signé un mémorandum d'entente avec l'Organisation de comptabilité et d'audit des institutions financières islamiques.

N'étant qu'à ses balbutiements, la finance islamique en Algérie, semble en grand besoin de visibilité et ce dans le souci de gagner autant en crédibilité qu'en attractivité. Bien que l'ouverture des guichets de la finance islamique soit en phase de passer à la vitesse supérieure, il n'en demeure pas moins que pour les opérateurs, cette nouvelle pratique bancaire reste à découvrir.



Commission des finances et du budget de l'APN

Les députés «épluchent» les comptes

Les parlementaires déplorent le fait que l'année de référence pour débat autour de l'application des lois de finances reste fixée à «A-3».

Lors de la présentation du projet de loi portant règlement budgétaire 2019 devant la commission finances et du budget de l'APN, certains membres ont déploré le fait que la durée de présentation de ladite loi devant le Parlement n'était pas réduite, comme prévu, à l'année référentielle (N-1) à partir de l'année 2021.

Levée d'obstacles sur des projets d'investissement

Un message fort en direction de l'entreprise

La Confédération algérienne du patronat citoyen, (Capc), a salué, dans un communiqué, le bilan du médiateur de la République, relatif à la levée des obstacles sur 679 projets d'investissements, «un message fort en direction de l'entreprise économique et aux chefs d'entreprise».



مصنع وهران يعود للنشاط بشكل مؤقت

رونو تستأنف تركيب السيارات وهذه الأسعار

أكدت رونو الجزائر الأربعاء عودة مصنعها بوهراڻ لتركيب السيارات بطريقة مؤقتة بعد تسريح كميات إضافية من قطع السيارات التي كانت محجوزة في الموانئ، ونشرت رونو عبر حسابها الرسمي على الفايسبوك صور العمال وهم يعودون للمصنع لاستئناف عملية التركيب، بعد الإعلان سابقا عن تسريح قطع تتعلق بـ4500 سيارة، والتي تم تركيب الجزء الأول منها بداية من جوان 2021، ليباشر المصنع عملية التركيب الثانية لما تبقى من هذه القطع التي أفرج عنها من الموانئ.



تعرف على شروط وقيمة منحة البطالة

نشر السيناتور عبد الوهاب زعيم عبر حسابه على الفيسبوك تفاصيل جديدة عن منحة البطاقة التي اقرها رئيس الجمهورية. كما نشر العضو بمجلس الأمة شروط وقيمة وما يجب توفره في الشباب للإستفادة من هذه المنحة. كتب عبد الوهاب زعيم انه بتعليمات من رئيس الجمهورية وبعد رصد 152 مليار دينار في قانون المالية 2022 وذلك في المادة 190. وفي ما يخص منحة البطالة وفي مرسوم تنفيذي على طاولة الوزير الأول للمراجعة النهائية من طرف مصالح الحكومة والامضاء عليه بعد استيفائه كل الشروط القانونية و في ما يخص شروط منحة البطالة والفئة المستفيدة.



رفع الأجور و عقود دائمة لعمال الشبكة الإجتماعية .. قريبا

نشر السيناتور عبد الوهاب بن زعيم عبر حسابه على الفيسبوك خبرا مفرحا لعمال الشبكة الإجتماعية حول مشروع مرسوم تنفيذي متعلق بإنشغالاتهم سيتم الفصل فيه من الحكومة قريبا .وكشف عضو مجلس الأمة ان ملف العقود دائمة ورفع أجور الشبكة الإجتماعية على طاولة الحومة. كما اكد ان هناك تقبل جد إجلبني من قبل الحكومة.



تعليق الدراسة لمدة 10 أيام

ترأس، اليوم، رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون اجتماعا استثنائيا، لتقييم الوضع الوبائي في البلاد، بحضور أعضاء اللجنة العلمية لرصد ومتابعة تفشي فيروس كورونا، الوزير الأول وزير المالية، ومدير ديوان رئاسة الجمهورية، وعدد من أعضاء الحكومة، ومسؤولي الأجهزة الأمنية. وحسب بيان رئاسة الجمهورية فإنه بعد نقاش معمق، حول تطور الوباء، والإجراءات الوقائية الواجب اتخاذها، لوحظ بالإجماع، أن الوضعية الوبائية في بلادنا مُتحكم فيها، لحد الآن، رغم التفشي السريع للإصابات، بكوفيد -19، خاصة في الوسط المدرسي.

■ Présentation du projet de loi portant règlement budgétaire 2019

Le déficit budgétaire était «encore plus important qu'en 2018»

Le projet de loi portant règlement budgétaire 2019, présenté, avant-hier, par le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, au nom du Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, s'est articulé autour d'un déficit comptable de «1.952,25 milliards de dinars en 2019, contre 1.340,58 milliards de dinars en 2018», et d'un déficit commercial de «6,9 milliards de dollars en 2019, contre 5,2 milliards de dollars en 2018, soit un solde négatif de 1,7 milliard de dollars».

Selon les chiffres avancés par M. Rezig, le déséquilibre de la balance commerciale s'est amplifié en 2019 à cause de la baisse des exportations qui ont atteint, en 2019, «35 milliards de dollars, soit une baisse de 6,1 milliards de dollars par rapport aux réalisations de 2018 (41,1 milliards de dollars)», affectée particulièrement par une réduction «significative» de la valeur des exportations des hydrocarbures estimée à «32,9 milliards de dollars en 2019,



■ Rezig: «L'inflation a connu un léger repli durant la même année comparé à l'année précédente: 2% contre 4,3% en 2018 et 4,5%» (Photo: D.R)

contre 38,9 milliards de dollars en 2018 (soit une baisse de 6 milliards de dollars)», a précisé le représentant du chef du Gouvernement.

La baisse des exportations a accéléré les pertes de devises du pays à cause de la hausse, en parallèle, de la facture des importations de marchandises évaluées en 2019, selon les mêmes chiffres à «41,9 milliards de dollars, moins de 2,1 milliards de dollars du montant prévu (44 milliards de dollars), et de 4,4 milliards de dollars du montant enregistré en 2018 (46,3 milliards de dollars)». Quant à la valeur des «réserves de changes, hors or, baissé à 62,8 milliards de dollars à la fin 2019, contre 79,9 milliards de dollars en 2018 et 62 milliards de dollars prévus en vertu de la loi de

Finances», a-t-il souligné. Ce déséquilibre résulte, selon M. Rezig, par différents facteurs économiques et financiers (nationaux et internationaux), évoquant le repli des cours du pétrole brut dans le marché qui «étaient de 64,4 USD/baril en 2018 et 60 USD/baril selon les prévisions de la loi de Finances». Ces résultats permettent, en effet, de mesurer l'importance du déséquilibre budgétaire et même fiscal. Selon le représentant du chef du Gouvernement, «les recettes budgétaires, en 2019, ont atteint 6.594,65 milliards de dinars», tandis que «les dépenses du budget général de l'Etat se sont élevées à 8.035,06 milliards de DA». Malgré la baisse légère des dépenses budgétaires en 2019 comparé à 2018, comme souligné

par M. Rezig, le déficit budgétaire persiste ayant un effet négatif sur la croissance économique du pays qui a atteint «en 2019, 0,8% contre 1,2% en 2018 (-0,4%)». Quant à l'inflation, elle a connu un léger repli durant la même année comparé à l'année précédente «2% contre 4,3% en 2018 et 4,5% selon les prévisions de la loi de Finances», a indiqué M. Rezig. L'agitation financière et économique qu'a connu le pays en 2019 a provoqué une baisse marquée de la valeur des recouvrements fiscaux estimé à seulement «4.886,57 milliards de DA» et «8.247,17 milliards de DA pour les recouvrements non fiscaux», selon le représentant du chef du Gouvernement, évaluant les «redevances de la dette publique qui ont atteint 9.320,2 milliards de dinars à la fin 2019, dont 9.186,6 milliards de dinars de la dette intérieure et 133,6 milliards de dinars de la dette extérieure». L'économie algérienne en 2019 a été marquée par une conjoncture politique, sociale et économique particulière à tous les niveaux. La baisse aussi du «taux de change moyen de 2,8 DA/USD, passant de 116,6 DA/USD en 2018 à 119,4 DA/USD en 2019» a impacté significativement la rentabilité des secteurs productifs, selon les chiffres communiqués par M. Rezig aux députés qui ont «déploré, entre autres, la hausse du montant de réévaluation des projets publics», appelant à la prise en compte du rapport de la Cour des comptes pour améliorer la gestion des finances publiques.

Samira Takharboucht

■ Déblocage des projets d'investissements **La grande satisfaction de la CAPC**

Suite à l'application à la lettre de l'instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, sur le déblocage des projets d'investissements, permettant jusqu'à présent la relance de 679 sur 877 projets à caractère économique, la Confédération algérienne du Patronat Citoyen (CAPC) a exprimé, mardi, sa grande satisfaction de ce bilan tout en exprimant, par la même occasion, sa satisfaction au rôle qu'a joué le Médiateur de la République, Merad Brahim, avec la collaboration des Médiateurs de la République.

En effet, la CAPC a exprimé hier, à travers un communiqué, son entière satisfaction suite au bilan présenté, dimanche 16 janvier 2022 devant le Conseil des ministres, par le Médiateur de la République, Brahim Merad. Il s'agit, rapporte la même source, de la mise en œuvre de l'instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, donnée en date du 21 novembre passé lors du Conseil des ministres, tendant à traiter les blocages des projets d'investissements sur le plan national et au cas par cas.

L'application à la lettre de cette

instruction présidentielle est une aubaine pour l'économie nationale, une véritable grande opération dans le cadre de la relance économique et commerciale du pays. En chiffres, la CAPC parle d'un exploit très remarquable et appréciable à la fois, puisque le travail réalisé par le Médiateur de la République, Merad Brahim, en collaboration avec les Médiateurs de la République au niveau des wilayas, «a permis, en un temps record, de lever des obstacles ayant bloqué 679 projets d'investissements sur un total de 877 en leur délivrant des autorisations d'exploitation et d'entrée en production. Ces projets sont répartis sur 40 wilayas avec une perspective de création de 39.242 postes d'emploi», a noté avec satisfaction la CAPC dans son communiqué d'hier.

La Confédération algérienne du Patronat Citoyen s'est dite, sans aucun doute, très rassurée et persuadée à la fois par la volonté patriotique du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à mettre fin à toutes les contraintes administratives infondées qui bloquent des projets producteurs de richesses et d'emplois, et que les résultats expri-

ment bien cette grande détermination.

«Cette volonté politique a été traduite sur le terrain par le Médiateur de la République et ses représentants au niveau local par des résultats concrets, a ajouté la CAPC. Dans ce sens, cette dernière a salué le Médiateur de la République, Brahim Merad, pour son remarquable travail accompli qu'elle considère comme «un acte salutaire», lit-on dans ledit communiqué avant d'ajouter, «à même de permettre le rétablissement de la confiance entre les investisseurs et les instances en charge de l'économie et de l'investissement». Avant de conclure sa réaction par rapport à cette grande démarche du Président Tebboune, la CAPC a renouvelé son entière soutien et adhésion au projet de la relance économique, tout en rappelant son engagement et son implication traditionnels dans le monde de travail et d'avoir toujours plaidé pour des mesures d'urgences et des décisions courageuses en faveur des entreprises, mais aussi pour l'instauration d'un climat des affaires attractifs et favorables à l'investissement.

Sofiane Abi

**LEVÉE DES OBSTACLES SUR LES PROJETS
D'INVESTISSEMENT BLOQUÉS**

La CAPC salue l'instruction de Tebboune

La Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) a tenu à saluer le travail accompli par le médiateur de la République qu'elle considère comme un acte salubre, à même de permettre le rétablissement de la confiance entre les investisseurs et les instances en charge de l'économie et de l'investissement par la levée des obstacles ayant bloqué 679 projets d'investissements sur un total de 877 en leur délivrant des autorisations d'exploitation et d'entrée en production.

Abdelhalim Benyellès – Alger (Le Soir) - C'est ainsi que la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) a exprimé, dans un communiqué, son «entière satisfaction suite au bilan présenté, le dimanche 16 janvier 2022 devant le Conseil des ministres, par Monsieur le Médiateur de la République, Brahim Merad». La CAPC s'est montrée satisfaite de la décision de levée des obsta-

cles sur les projets en suspens et l'entrée en production suite à la décision de mise en œuvre de l'instruction du président de la République, donnée lors du Conseil des ministres en date du 21 novembre 2021, citant au passage le travail de «rétablissement de la confiance entre les investisseurs et les instances en charge de l'économie et de l'investissement» réalisé par le médiateur de la République. «Le travail réalisé par Monsieur Merad Brahim, en collaboration avec les médiateurs de la République au niveau des wilayas, a permis, en un temps record, de lever des obstacles ayant bloqué 679 projets d'investissement sur un total de 877 en leur délivrant des autorisations d'exploitation et d'entrée en production», lit-on dans le même communiqué.

Et d'ajouter que «ces projets sont répartis sur 40 wilayas avec une perspective de création de 39 242 postes d'emploi. Sans aucun doute, ces résultats expriment la volonté de Monsieur le Président de la République,

Abdelmadjid Tebboune, de mettre fin à toutes les contraintes administratives infondées qui bloquent des projets producteurs de richesses et d'emplois». Rappelant l'instruction présidentielle, la confédération du patronat estime que «ces résultats expriment la volonté de Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de mettre fin à toutes les contraintes administratives infondées qui bloquent des projets producteurs de richesses et d'emplois».

Enfin, la CAPC réitère son engagement au projet national de relance économique : «Nous tenons à renouveler notre soutien entier et adhésion au projet de la relance économique, car nous avons toujours travaillé et plaidé pour des mesures d'urgence et des décisions courageuses en faveur des entreprises, mais aussi pour l'instauration d'un climat des affaires attractif et favorable à l'investissement», conclut le communiqué de la Confédération algérienne du patronat citoyen.

A. B.

GRÈVE DES AVOCATS

Les tribunaux paralysés

PAR KAMAL HAMED

Le fonctionnement des tribunaux du pays est largement perturbé. Autant dire qu'ils sont paralysés depuis plusieurs jours maintenant. En effet à cause de la grève illimitée des avocats; initiée depuis le 13 janvier, soit jeudi dernier, toutes les affaires sont reportées sine die.

Il en est ainsi, à titre d'illustration, du procès du groupe agroalimentaire Benamor, qui devait s'ouvrir hier matin mercredi au pôle pénal économique et financier près le tribunal de Sidi-Mhamed, mais qui a finalement été reporté automatiquement à l'audience du 26 janvier, à cause de l'absence des collectifs de défense. Les exemples sont légion et les tribunaux du pays sont à l'arrêt. Et rien n'augure d'une quelconque reprise dans les prochains jours tant, dans ce conflit opposant les avocats au ministère de la Justice, le dénouement semble lointain. Car depuis le début de ce mouvement de protestation chaque partie campe sur sa position et aucun signe du lancement d'un dialogue n'a été encore tangible.

Le ministère de la Justice semble dépasser car les revendications des avocats ne relèvent pas de ses compétences et attributs directs. Les robes noires ont entamé ce mouvement de grève illimitée pour protester contre la décision du gouvernement de les soumettre au même régime fiscal que les commerçants. Une mesure contenue dans la loi de Finances 2022 et donc entrée en vigueur depuis le 1^{er} janvier. Les avocats ont entamé leur protestation avant l'entrée en vigueur de cette nouvelle disposition.

En effet, pour faire pression sur les députés lorsque le projet était en débat à l'APN, les avocats ont initié des grèves de deux jours çà et là à travers le pays. Les autorités ont

alors ouvert le dialogue avec la coopération. Un dialogue qui n'a pas abouti hélas puisque les revendications des avocats n'ont pas été satisfaites et leur pression sur les parlementaires n'a donné aucun résultat positif.

C'est pourquoi les avocats ont décidé de radicaliser leur mouvement de protestation en lançant cette grève illimitée. Une décision prise lors d'une assemblée générale extraordinaire de l'ensemble des barreaux du pays.

Et c'était une première puisque jamais auparavant une telle assemblée générale n'a eu lieu. C'est dire le grand dépit qui anime les robes noires.

Les avocats estiment que la disposition de la loi de Finances fait d'eux des commerçants ce qu'ils contestent et rejettent.

« Nous étions soumis à l'impôt forfaitaire unique, (Ifu), de 12%, et depuis 2017 déjà nous avons proposé à la direction générale

des impôts un système d'impôt équitable pour les avocats, à savoir le système de retenue à la source et il n'a pas été accepté bien qu'il s'agisse d'un système qui garantit l'égalité devant l'impôt des avocats sur le territoire national et même pour mettre un terme au non-paiement des impôts puisqu'il y a des avocats qui ne sont pas déclarés aux impôts, et on nous a promis par le passé que nos doléances seront prises en considération, malheureusement, nous avons été surpris que non seulement ils ont refusé de prendre en charge notre doléance mais ont instauré un nouvel impôt qui est de 19% de TVA, ce qui se répercute sur le citoyen dans des moments pénibles pour notre pays, et nos impôts qui seront graduellement entre 20 et 35%, c'est-à-dire que nous serons appelés à payer environ 53% », a indiqué un des avocats lors de cette assemblée générale.

K. H.

E DITORIAL

Le Président Tebboune a réitéré sa ferme volonté de placer la relance de l'économie au cœur de ses priorités, en dépit de la pression aggravée par la crise sanitaire, plaçant, en 2021, la lutte contre la pandémie parmi les principaux objectifs du gouvernement. Le président a confirmé encore une fois que 2022 sera l'année de l'économie par excellence, notamment à travers la diversification des ressources financières, la concrétisation de la sécurité alimentaire et l'autosuffisance dans les domaines stratégiques. L'objectif étant de remettre l'Algérie sur les rails du développement et du progrès, avec l'implication et la mobilisation de toutes les énergies et acteurs, à l'instar de l'ANP qui veillera à accompagner ces efforts résolus, à travers la poursuite du développement des fabrications militaires et la contribution au maintien du tissu industriel national. Désormais, le gouvernement est appelé à mettre les bouchées doubles en misant sur des stratégies de croissance et d'emploi. En effet, pour essayer de combler le déficit d'emplois qui touche particulièrement les jeunes, l'Algérie va devoir impérativement se tourner vers une stratégie de croissance et de diversification de son

L'ANNÉE DE LA RELANCE ÉCONOMIQUE

économie par la promotion de l'investissement, à une période marquée par une conjoncture pas forcément optimale mais gérable. En effet, il convient de rappeler que la reprise tant attendue est fragilisée, en ce moment, par une flambée des prix des matières premières. Au regard de cela, ce qui compte c'est de favoriser une croissance qui améliore la situation de l'emploi, tout en respectant les objectifs budgétaires, à la faveur d'une situation financière et de compétitivité nettement meilleure. Dans le contexte actuel de crise, tout retard dans la réalisation des réformes ne fera que freiner la croissance. Les réformes mises en œuvre, avec une meilleure compréhension des principaux défis et problèmes, devraient encourager, sur la base du dialogue social, l'investissement dans l'économie réelle, surtout dans les secteurs industriels où le pays dispose d'avantages comparatifs. Dans ce sens, il y lieu de renforcer l'offre de crédit pour les petites entreprises, principales pourvoyeuses d'emplois. Le président Tebboune a rappelé

que les jeunes Algériens ont créé près de «10.000 micro-entreprises en 2021», qualifiant cette jeunesse de «génération des entreprises qui ne connaît ni surfacturation ni corruption», précisant que l'Algérie «se dirige vers un nouveau système économique reposant sur le capital propre», en comptant sur une main-d'œuvre locale qualifiée et un capital humain de très bonne qualité. En fait, l'Algérie doit agir rapidement pour enrayer le déclin des investissements dans l'économie réelle, en adoptant un plan d'assainissement des finances publiques, socialement responsable et en le complétant par une stratégie de croissance et d'emploi. En plus d'une fiscalité plus progressive, avec possibilité de réduire simultanément les déficits budgétaires et le chômage, comme préoccupation majeure du simple citoyen, qui réclame aussi une amélioration des services publics. Pour accroître les investissements privés, des efforts ont été déployés en vue d'assainir l'environnement des affaires au plan judiciaire, administratif et dans l'attribution des contrats, en éloignant l'argent sale et sans le recours à l'endettement extérieur.

El Moudjahid

رفع الضريبة على التجارة الإلكترونية يهدد بخلق سوق موازية

الإصدار الفوري للبطاقات البنكية هذا العام

كشفت نوال بن كريتلي، المدير العام لشركة النقد الآلي والعلاقات التلقائية بين البنوك "ساتيم" أمس، عن تحضير برنامج للإصدار الفوري للبطاقات البنكية يدخل حيز الخدمة قبل نهاية العام الجاري.

حنان - ح



وقالت بن كريتلي، في تصريح لـ "المساء" إن البرنامج الجديد الذي يتم إعداده بالتعاون مع "تجمع النقد الآلي"، سيتم من خلاله تسليم البطاقات بشكل فوري مباشرة بعد تقديم الطلب على مستوى البنك بدلا من عدة أسابيع، المعمول بها حاليا بالنظر إلى تحويل طلب الحصول على البطاقة من البنك إلى الإدارة المركزية لـ "ساتيم" قبل تسليمها ثانية للبنك.

وأضافت بن كريتلي، أن ذلك سيصبح ممكنا بمجرد تجهيز الوكالات البنكية بالآت طبع مؤتمنة التي تصدر البطاقة بشكل فوري بمجرد إرسال البنك لمعلومات زبائنه عبر شبكة الربط بين البنوك والنظام المعلوماتي إلى "ساتيم" يصبح بإمكان الزبون تشغيل بطاقته في أول موزع آلي يصادفه.

وأكدت بن كريتلي، أن البرنامج من الناحية التقنية جاهز حيث يتم العمل حاليا على وضع "قواعد السير" بالتعاون مع تجمع النقد الآلي، على أن تتكفل مختلف البنوك بتجهيز وكالاتها بالآت الطبع حتى يتم تطبيق البرنامج بشكل عملي.

وأدلت المسؤولية بهذا التصريح على هامش ندوة نظمها أمس، "التجمع الجزائري للناشطين في الرقميات" غان، تناولت موضوع "الدفع والتجارة الإلكترونية"، اللذين اعتبرهما رئيس التجمع بشير تاج الدين "من أهم أسس التحول الرقمي ورافدين لتطوير الاقتصاد الوطني".

وتتم بالمناسبة الاتفاقية الموقعة بين بريد الجزائر والتجمع النقدي الآلي و"ساتيم"، التي تم بفضلها إطلاق خدمة الدفع الإلكتروني البيئي، ضمن خطوة لتسهيل اعتماد الدفع الإلكتروني في منصات الخدمات والتجارة الإلكترونية، بما يسمح بتقليص أعباء وتكاليف مدج منصة الدفع وتوسيعها لأكثر من عشرة ملايين حامل لمختلف بطاقات الدفع، من البطاقة الذهبية لبريد الجزائر وبطاقات البنوك الأخرى.

وتأسف بشير تاج الدين، في المقابل رفع

البطاقات من الاستفادة من الخدمات الإلكترونية.

وهو ما ضاعف من استخدام البطاقات سواء في السحب أو في الدفع عبر نهائيات الدفع الإلكتروني أو عبر الأنترنت.

وأشارت باية حنوني، المدير العام لبريد الجزائر، في السياق إلى ارتفاع الدفع من حساب إلى آخر عبر الأنترنت بنسبة 200 بالمائة، وارتفاع استخدام نهائيات الدفع الإلكتروني بنسبة 400 بالمائة في 2021 مقارنة بسنة 2020، حيث كشفت عن عدة خدمات رقمية سيتم إطلاقها العام الجاري، الذي سيكون سنة رقمنة بريد الجزائر.

وأكد مجيد مسعودان، المدير العام لتجمع النقد الآلي، أن وضع شبكة موحدة لبطاقات دفع بريد الجزائر والبنوك، سمح بإدماج الزبائن من الجانبين أي التجار والمواطنين، وهو ما أنهى التساؤل حول من يستفيد من الخدمات الإلكترونية ومن لا يستفيد منها. وقال إن جميع حاملي البطاقات أصبح بإمكانهم القيام بمعاملات إلكترونية مهما كانت طبيعتها سواء في الدفع أو التجارة، مشيرا إلى أن هيئته بصدد إعداد مشروع لإصدار بطاقات دفع مسبقة قابلة للشحن لصالح مالكي الحسابات البنكية.

قانون المالية الجديد نسبة الضريبة على القيمة المضافة على التجارة الإلكترونية من 9 إلى 19 بالمائة، ضمن إجراء قال إنه أعادنا خطوتين إلى الوراء كونه جاء مغايرا تماما لما طالبنا به من تحفيزات ضريبية للتجار والعاملين نظير استعمال الدفع الإلكتروني، والذي من شأنه التشجيع على استحداث سوق موازية للتجارة الإلكترونية.

وطالب تاج الدين، بإعادة النظر في الإطار القانوني للتجارة الإلكترونية المتضمن في القانون 05-18 المؤرخ في 10 ماي 2018، كون الأمر أصبح مستعجلا في ظل التطورات الحاصلة على أرض الواقع، حيث باشر التجمع الجزائري للناشطين في الرقميات، بالتشاور مع جميع الأعضاء لصياغة مقترحات يتم تقديمها لمصالح الحكومة.

وعرفت ندوة أمس، تنظيم جلستي عمل حول الدفع الإلكتروني والتجارة الإلكترونية، أجمع المتدخلون خلالها على أهمية تعميم الدفع الإلكتروني بالنظر إلى الأزمة الصحية التي تمر بها البلاد، معتبرين التوقيع على اتفاقية التشغيل البيئي للدفع الإلكتروني، خطوة هامة لتطوير الدفع بهذه الكيفية التي ألغت الفرق في استعمال البطاقات البنكية وبطاقات بريد الجزائر، وتمكين أصحاب

**الدفع عبر الأنترنت
أكثر من 7,8 ملايين معاملة في 2021**

أكد المدير العام لتجمع النقد الآلي مجيد مسعودان، أمس، أنه تم تسجيل أكثر من 7,8 ملايين معاملة دفع عبر الإنترنت خلال عام 2021 من قبل حاملي بطاقات الدفع البيبنكية وبطاقات الذهبية لبريد الجزائر. أوضح مسعودان خلال تدخله بمناسبة الطبعة 6 من منتدى "الرقمنة" من تنظيم التجمع الجزائري للناشطين في الرقميات، إن معاملات الدفع الإلكتروني عبر الأنترنت، قد شهدت تطوراً ملحوظاً في الجزائر في سنة 2021، حيث بلغت 7,8 ملايين عملية، مقابل 4,5 ملايين في 2020، أي بزيادة قدرها 70,25٪. وأضاف، أن إجمالي حجم المعاملات عبر الإنترنت قد بلغ 11.200 مليار دينار في العام الماضي مقابل 5.4 ملايين دينار في 2020. أما فيما يتعلق بمعاملات الدفع عبر أجهزة الدفع الإلكتروني، فقد ناهزت، حسب رئيس تجمع النقد الآلي، (2) مليونين، مع العلم أن عدد أجهزة الدفع الإلكتروني قيد التشغيل على المستوى الوطني يقدر بـ40.000 جهاز.

الكنفدرالية الجزائرية لأرباب العمل المواطنين تؤكد

الارتياح والرضا عن حصيلة وسيط الجمهورية

أعربت الكنفدرالية الجزائرية لأرباب العمل المواطنين، في بيان لها، عن ارتياحها ورضاها عن الحصيلة التي عرضها وسيط الجمهورية، إبراهيم مراد، خلال اجتماع مجلس الوزراء، ويتعلق الأمر بتطبيق أمر رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، الذي أسداه خلال اجتماع مجلس الوزراء بتاريخ 21 نوفمبر من السنة الماضية.

حفيظ صوالي



سامي هتاي رئيس الكنفدرالية الجزائرية لأرباب العمل المواطنين

● أشار بيان صادر عن الكنفدرالية إلى أن الأمر الذي وجهه رئيس الجمهورية كان يقضي بمتابعة المشاريع الاستثمارية العالقة ومعالجتها وطنيا حالة بحالة، وأوضحت الكنفدرالية في بيانها: "بالفعل، أتاح العمل الذي قام به السيد مراد إبراهيم، وفي فترة وجيزة، بالتعاون مع وسطاء الجمهورية على مستوى الولايات، برفع المراقيل عن 679 مشروع استثماري من إجمالي 877 مشروع، وذلك بتسليمها رخص الاستغلال، والدخول في الإنتاج، حيث تتوزع المشاريع التي رفعت عنها القيود، عبر 40 ولاية، وتوفر 39242 منصب عمل.

ولاحظت الكنفدرالية "من دون أي شك، فإن هذه النتائج الميدانية تعكس إرادة رئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون في وضع حد لكل العراقيل والقيود الإدارية والبيروقراطية اللاهثوية والمقنعة التي تعيق المشاريع الاستثمارية، التي تولد الثروة وتستحدث مناصب الشغل، وهذه الإرادة السياسية لرئيس الجمهورية، تم ترجمتها وتجسيدها ميدانيا من طرف وسيط الجمهورية وممثليه محليا بنتائج ملموسة. وأضاف بيان الكنفدرالية في السياق نفسه: "وفي هذا الإطار، نحني ونثمن العمل الذي

لفائدة المؤسسات الاقتصادية، ولكن أيضا من أجل تجسيد مناخ للأعمال يكون جذابا وملائما للاستثمار. وفي إطار هذه الرؤية، اخترنا عن قناعة أن نعمل بالتنسيق التام مع وسيط الجمهورية مركزيا، ولكن أيضا محليا مع رؤساء مكاتبنا الولائية رفقة وسطاء الجمهورية محليا، حيث قمنا بإحصاء وتسليم ملفات مشاريع الاستثمار المعطلة".

ح. ص

أنجزه وسيط الجمهورية، ونعتبره عملا مقيدا وقادرا على إعادة الثقة بين المستثمرين والهيئات المسؤولة عن الاقتصاد والاستثمار". وأكدت الكنفدرالية "ونجد بهذه المناسبة انضمامنا ودعمنا لمشروع الإنعاش الاقتصادي، لأننا في الكنفدرالية الجزائرية لأرباب العمل المواطنين، عملنا ورفضنا دائما من أجل اتخاذ إجراءات مستعجلة وشجاعة



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

dc@mf.gov.dz

Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger

MINISTÈRE DES FINANCES - Alger - Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun